

aefe

Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger

2018

Revue de Presse n°4 du 2 novembre 2018

Actualités de l'Enseignement Supérieur 2
Actualités de l'Enseignement 1^{aire} & 2^{aire} 7

AEFE-SORES
RP-SORES-2018-11-02

Actualités de l'Enseignement Supérieur

Actu | Parcoursup

«Parcoursup : 79 % des bacheliers ont accepté une proposition d'admission», LE MONDE, publié le 19/10/2018.

https://www.lemonde.fr/campus/article/2018/10/19/79-des-bacheliers-ont-accepte-une-proposition-d-admission-sur-parcoursup_5372044_4401467.html

« Près d'un mois après la fin de la procédure d'admission dans l'enseignement supérieur, le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation a publié un bilan chiffré de cette première année de fonctionnement de Parcoursup, jeudi 18 octobre. Celui-ci concerne uniquement les lycéens ayant obtenu leur baccalauréat cette année, et ne permet donc pas de connaître les résultats des vœux formulés par les étudiants en réorientation sur la nouvelle plateforme.

La note du ministère prend en compte les vœux d'études de 562 596 candidats admis au bac et ayant formulé au moins un vœu sur la plateforme — ils étaient 539 761 en 2017.

L'étude fait état de deux « temps clés » ayant marqué cette épreuve du feu de Parcoursup. Ainsi, dès le 22 mai, premier jour des résultats d'admission cette année, « 58 % des candidats avaient reçu au moins une proposition d'admission », alors que c'était le cas de plus de 80 % des candidats l'an dernier sur Admission Post-bac, lors des premières réponses de la plateforme, le 8 juin 2017.

Quatre semaines plus tard, sur Parcoursup, le 18 juin, juste avant les épreuves écrites du baccalauréat, « c'est 85 % des candidats qui ont reçu au moins une proposition », détaille l'étude, pour illustrer le second temps du processus. Dès la fin du mois de mai, la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, s'était d'ailleurs félicitée d'avoir atteint « avec une très forte avance » l'objectif qu'elle s'était fixé de deux tiers des candidats ayant une réponse avant le bac.

Au total, 71 % des bacheliers de la filière générale (bac S, ES et L), 50 % de ceux de la filière technologique, et 45 % de ceux de la filière professionnelle, ont reçu une réponse dès le premier jour sur Parcoursup.

Le temps moyen d'attente avant d'avoir une première réponse favorable varie fortement selon les filières : il est de 17 jours en voie professionnelle, contre 12 jours pour les bacheliers technologiques, et 4 jours pour les bacheliers de voie générale. Cette donnée n'étant pas présente dans le bilan similaire de l'année passée, il n'est pas possible de faire une comparaison.

La note statistique indique qu'à la fin de la procédure, le 21 septembre, 94,4 % des candidats avaient obtenu une proposition « toute phase confondue ». Autrement dit en prenant en compte à la fois la phase principale de Parcoursup (du 22 mai au 5 septembre) et la phase complémentaire (du 26 juin au 21 septembre). Ce pourcentage est « équivalent à celui observé sur APB l'an dernier », soulignent les auteurs de la note (il était en effet de 94,5 %).

97,5 % des titulaires d'un bac général 2018 inscrits sur Parcoursup ont reçu une proposition (contre 99,7 % en 2017), 92 % dans les séries technologiques (contre 92,7 % en 2017), et 86 % pour les bacheliers professionnels (contre 77,9 % en 2017). A noter : la progression démographique — + 30 000 lycéens en terminale — observée cette année concernait avant tout les voies générales et technologiques, le nombre de jeunes en voie professionnelle étant resté stable.

79 % des candidats ont accepté une proposition. 15,5 % des bacheliers ont préféré démissionner de la procédure alors qu'ils avaient obtenu une proposition (pas de comparaison possible avec l'année précédente). Ainsi, malgré le plus grand nombre de bacheliers professionnels ayant reçu une proposition cette année (+ 8 %), celles-ci ne les ont pas toujours convaincus puisque près de 24 % d'entre eux ont démissionné en dépit d'une proposition positive reçue.

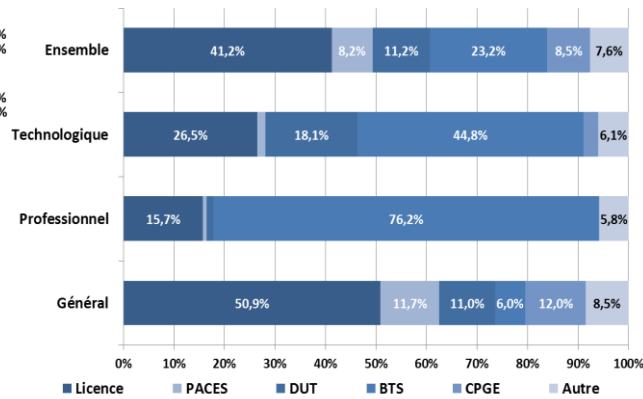
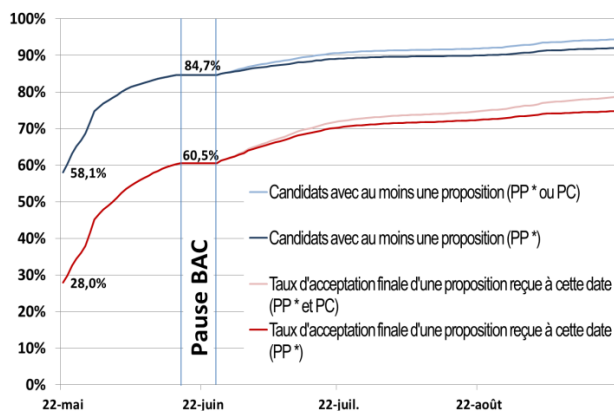
Au total, 2,3 % des candidats ont démissionné alors qu'ils n'avaient rien, contre seulement 0,9 % en 2017. [...] »

Actu | Parcoursup (suite)

«**PARCOURSUP 2018 : propositions d'admission dans l'enseignement supérieur et réponses des bacheliers - Note Flash n° 17**», **MESRI**, publié le **18/10/2018**.

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid135333/parcoursup-2018-propositions-d-admission-dans-l-enseignement-superieur-et-reponses-des-bacheliers.html>

« Sur l'ensemble des bacheliers 2018 ayant formulé un vœu sur Parcoursup, près de 95 % ont reçu au moins une proposition d'admission toute phase confondue. Parmi eux, près de 8 sur 10 accepteront l'une d'entre elles durant l'une des phases de la procédure. Plus de 9 propositions acceptées sur 10 l'ont été pendant la phase principale. 71% des candidats de la série générale et environ la moitié des candidats de séries technologique (50 %) ou professionnelle (45 %) reçoivent une proposition dès le premier jour. Le délai d'attente moyen est de 8 jours avant de recevoir la première d'entre elles. Parmi l'ensemble des filières de formation, la licence représente 41 % des propositions acceptées. Pour les bacheliers généraux, cette part atteint 51 %, suivie par les formations en CPGE et en PACES avec 12 %. Pour les bacheliers technologiques et professionnels, les formations en B.T.S. dominent avec respectivement 45 % et 76 % des propositions acceptées. On note une hausse de 8 points des acceptations d'un B.T.S. par les bacheliers professionnels par rapport à 2017 (69 % acceptaient un B.T.S.).



«**Peut-on établir un bilan chiffré de Parcoursup ?**», **LIBÉRATION**, publié le **19/10/2018**.

https://www.liberation.fr/checknews/2018/10/19/peut-on-etablir-un-bilan-chiffre-de-parcoursup_1686188?xtor=rss-450

« [...] Une comparaison difficile avec APB [...] La plupart de ces éléments ne sont pas comparables avec le bilan APB de l'année dernière, car le fonctionnement des deux plateformes est différent. Avec l'ancienne plateforme, les places étaient affectées d'office en fonction de l'ordre de préférence pré-établi par les élèves, au rythme de trois phases entre juin et juillet. Sur Parcoursup, les candidats reçoivent des réponses pour chacun de leur vœu et disposent ensuite d'un délai de réponse pour se prononcer. Les résultats sont actualisés quotidiennement sur la phase principale, dès le 22 mai et jusqu'au 5 septembre.

En moyenne, 3,6 propositions ont été faites aux candidats. Le délai d'attente moyen pour recevoir sa première proposition varie en fonction des parcours. En moyenne il est de 8 jours. Mais il descend à 4 jours en séries générales, et monte à 12 jours en séries technologiques et 17 jours en séries professionnelles. A noter que 62,9 % des lycéens ont reçu une proposition le premier jour de la procédure.

Il est difficile de connaître le niveau de satisfaction des élèves, puisque les vœux ne sont plus classés sur Parcoursup. La note indique seulement que 30,2% des lycéens ont accepté une proposition reçue le premier jour. Ce qui signifie qu'ils sont 30 % à avoir été acceptés immédiatement dans une formation qui semble leur convenir suffisamment pour ne pas attendre d'autres résultats. [...] »

Actu | Ingénieur-architecte

«Ingénieur-architecte : un atout culturel et professionnel», LE MONDE, publié le 30/10/2018.

https://www.lemonde.fr/campus/article/2018/10/30/ingenieur-architecte-un-atout-culturel-et-professionnel_5376613_4401467.html

« Quel avenir pour cet ingénieur-architecte ? « Les doubles diplômés peuvent postuler comme ingénieur ou architecte, en fonction des opportunités, ou pratiquer alternativement l'un et l'autre, dans les grosses agences d'architecture ayant aussi un bureau d'études », observe Christelle Gress, ingénieure de formation et responsable de la spécialité architecture à l'INSA Strasbourg. Elle admet cependant que « le démarrage peut être difficile. Ils ont deux diplômes, deux métiers, mais pas deux salaires. Ensuite, ils progressent plus vite et sont souvent tentés – après quelques années – d'inventer leur métier en créant leur propre agence ».

Onze écoles d'ingénieurs proposent des doubles cursus ingénieur-architecte en France. Le schéma le plus répandu, comme à Lyon, c'est un pont entre une école d'architecture et une ou plusieurs écoles d'ingénieurs. Des écoles de Rennes, Nantes, Toulouse, Marseille et de la région parisienne fonctionnent de la sorte. L'INSA Strasbourg affiche sa singularité avec une école d'architecture en son sein.

Le modèle et la culture technique d'outre-Rhin font partie de l'ADN de cette école, née allemande, en 1875. « En Allemagne, comme dans les modèles anglo-saxons, on forme aux techniques de construction et à l'architecture dans la même université », résume Christelle Gress. En 2019, l'école diplômera ses premiers ingénieurs – et ses premiers architectes – dotés aussi d'un bachelors en architecture et ingénierie, après six ans d'études post-bac. Comme dans les autres écoles, il est possible de prolonger ses études d'un an pour décrocher un second diplôme.

« Ce cursus répond à la nécessité d'une double culture, qui ne passe pas nécessairement par la validation de deux diplômes », estime Christelle Gress. Dans les rapports de stage de ceux qui le suivent, elle relève qu'« ils font souvent office de traducteurs, d'intermédiaires, de médiateurs entre les différents corps de métiers ». Vincent Di Natale la rejoint. Certains de ses camarades de double cursus, dit-il, ont choisi de rejoindre le monde professionnel après cinq ans d'études post-bac, diplôme d'ingénieur en poche. « A l'issue du double cursus, où l'on travaille sur des projets avec des élèves architectes, on est imprégné d'architecture. On sait comment se déroule un projet architectural et en quoi consiste la réflexion de l'architecte. C'est un avantage pour un ingénieur en bâtiment ou en urbanisme, qui travaille avec des architectes. Il a un autre point de vue que l'ingénieur sur la construction et l'urbanisme », assure le jeune homme.

En formant d'un côté ses ingénieurs dans des écoles scientifiques et techniques depuis le XVIIIe siècle et, de l'autre, ses architectes, d'abord aux Beaux-Arts de Paris, au début du XIXe siècle, puis, un siècle plus tard, dans les écoles régionales d'architecture, la France fait figure d'exception dans le paysage européen. Le rapprochement des deux types d'écoles contribue à battre en brèche cette séparation culturelle entre deux métiers et les clichés qui l'accompagnent. Et à donner peut-être enfin une perspective internationale aux étudiants qui choisiront ces métiers.»

Actu | Écoles de management

«A l'IAE de Grenoble, l'atout de la double compétence», LE MONDE, publié le 30/10/2018.

https://www.lemonde.fr/campus/article/2018/10/30/a-l-iae-de-grenoble-l-atout-de-la-double-competece_5376525_4401467.html

« A Grenoble, les écoles de management ne manquent pas. D'abord, avec la Grenoble école de management (GEM), une création de la chambre de commerce et d'industrie, qui s'offre le luxe de figurer dans le classement des meilleures écoles de commerce du Financial Times – tout en ayant rétrogradé à la 43e place en 2018, soit dix de moins qu'en 2017.

Il faut aussi compter sur l'Idrac, gigantesque école de commerce et de management disséminée sur neuf campus en France – dont Grenoble – et six campus associés. Mais la ville compte également un établissement entièrement public créé en 1956, composante de l'université Grenoble Alpes : le Grenoble IAE (institut d'administration des entreprises). Pour se démarquer, il met en avant, comme d'autres, l'atout de la double compétence.

« Des pharmaciens, des juristes ou des ingénieurs peuvent venir se former chez nous pendant un an dans le but d'obtenir des compétences en gestion », explique Christian Defélix, directeur de Grenoble IAE. Ces cursus, qui dispensent les fondamentaux du management à des non-spécialistes, leur permettent d'obtenir une double casquette, par exemple de juriste manager, grâce à laquelle ils pourront prétendre à des accélérations de carrière, et ainsi briguer des postes à plus hautes responsabilités. « Par la double compétence, les IAE préparent les jeunes aux débouchés de demain, et à l'évolution du marché du travail », estime Christian Defélix. Ces programmes intensifs ne concernent pas la majorité des étudiants de l'IAE, mais lui offrent une vitrine importante, y compris pour se démarquer de ses concurrents privés.

D'après son directeur, l'IAE se distingue aussi par la diversité des profils académiques qui y sont accueillis : « Les étudiants arrivent dans un IAE après une première formation. Certains sortent d'un DUT, d'un BTS, d'autres de classes préparatoires, d'autres encore de Staps (sciences et techniques des activités physiques et sportives), d'ingénierie ou de droit... Un IAE est un peu une auberge espagnole. Cette mixité leur permet d'apprendre à travailler avec des personnes ayant des bagages très différents », ajoute Christian Defélix.

Mais l'IAE a une concurrence rude, y compris localement. Alors comment se construire une identité propre face aux business schools, dont l'imposante Grenoble EM ? « D'abord, il n'est pas question d'une adversité ; c'est une bonne chose qu'il existe plusieurs écoles de management sur un territoire, pour que les familles et les étudiants aient le choix. Mais il est vrai qu'il faut défendre nos qualités. Il arrive souvent, pendant des portes ouvertes, qu'on me demande ce que l'IAE fait de plus que GEM. Je leur réponds que notre modèle est alternatif parce qu'il est public et accessible, très ouvert à la diversité des profils, et que nous délivrons un diplôme spécialisé, contrairement aux écoles privées qui misent sur un diplôme généraliste », détaille-t-il. L'IAE forme ainsi des spécialistes de la comptabilité, du marketing digital ou des ressources humaines, autrement dit des profils facilement identifiables pour les recruteurs.

Si les étudiants de l'IAE parviennent à entrer plutôt correctement sur le marché du travail, avec une insertion professionnelle affichée à 93 % un an après la diplomation, ils n'atteignent pas les mêmes postes que les diplômés des business schools les plus réputées. Les entreprises de rang international préfèrent généralement recruter dans leur short list de très bonnes écoles, que l'on retrouve parmi les meilleures dans les classements internationaux. En revanche, les diplômés d'un IAE comme celui de Grenoble sont plus facilement recrutés par des PME ou TPE implantées localement. Fort de ces atouts, Grenoble IAE attire chaque année environ 700 candidats, pour 170 places en troisième année de licence.

Pour booster encore davantage sa visibilité, l'école est en ordre de marche pour obtenir des accréditations internationales. Sa stratégie 2018-2022 devrait donc insister sur la préparation des accréditations EPAS (un label délivré par l'EFMD) et AACSB, pour lesquelles elle est éligible. Un enjeu de taille pour garantir son avenir dans le paysage extrêmement concurrentiel des écoles de commerce et de management.»

Actu | Campus délocalisés

«Enseignement numérique : à Casablanca, l'appel d'air des cursus français», LE MONDE, publié le 22/10/2018.

https://www.lemonde.fr/campus/article/2018/10/22/enseignement-informatique-a-casablanca-l-appel-d-air-des-cursus-francais_5372924_4401467.html

« Dauphine, l'Essec, l'EM Lyon, Centrale, l'Egisi ont toutes participé à la rentrée universitaire marocaine sous le soleil de Casablanca ou de Fès. Le savoir-faire pédagogique de grandes écoles et d'universités françaises – et leur installation sur place – est censé freiner la fuite des jeunes cerveaux de l'Etat chérifien vers l'Europe. Mais près de 40 000 d'entre eux (39 855 exactement), en 2018, ont encore traversé la Méditerranée pour étudier en France. C'est le plus fort contingent d'étudiants internationaux dans l'Hexagone ; ils étaient 36 000 en 2017. L'hémorragie des futures élites marocaines n'est pas suturée.

En 2005, le royaume s'est pourtant engagé dans un vaste plan d'accélération industrielle, le plan Emergence, dont l'un des objectifs était de former 15 000 ingénieurs marocains en dix ans pour répondre aux besoins d'un pays en pleine croissance. « Les écoles publiques et privées en forment 8 000 par an. Nous sommes à la moitié des objectifs », constate Youssef Ben El Mostapha, directeur de l'Egisi Casablanca.

Les établissements français installés sur place font tout pour convaincre les étudiants marocains qu'ils peuvent trouver dans leur pays les cursus de haut niveau répondant à leurs ambitions. « Il faut les convaincre qu'ils auront ici les mêmes niveaux de formation que ceux qu'ils auraient en Europe ou dans le monde », analyse Serge Delle-Vedove, directeur adjoint de l'Ecole centrale Casablanca. M. Ben El Mostapha est formel, « les écoles françaises qui s'installent au Maroc viennent avec les mêmes contenus, les mêmes programmes qu'en France... L'accréditation de la commission des titres d'ingénieur valide la formation que nous délivrons sur le sol marocain ». Oui, mais... « Mon premier concurrent, c'est ma maison mère à Lyon ! », s'exclame Tawhid Chtioui, directeur général (dean, doyen) de la filiale marocaine de l'EM Lyon, qui a inauguré à Casablanca, le 13 octobre, un campus flambant neuf sur les bords de l'Atlantique, en présence de Bruno Bonnell, président du conseil d'administration du groupe EM Lyon (et député LRM). A Rabat, où l'Essec a également un campus depuis 2017, convaincre les futurs étudiants de la valeur des formations dispensées au Maroc est également un enjeu majeur : « Quand les jeunes marocains voient le nom de notre école ils ont des étoiles dans les yeux, mais ils pensent Cergy, témoigne Thierry Sibieude, directeur du campus Essec Afrique-Atlantique. Un ancrage prend du temps. Il faudra bien cinq années, et ce, sans jamais sacrifier notre niveau de formation et notre sélectivité. »

Outre les fondamentaux techniques et pédagogiques importés de France, les étudiants africains qui suivent leur scolarité au Maroc bénéficieraient d'une « acculturation » qu'ils n'auront jamais en Europe. « Au Maroc, la formation est plus interculturelle, affirme François Kiefer, directeur de l'Insa Fès. L'ingénieur sera mieux armé pour boulinguer à travers le monde. Il intéressera les entreprises par sa capacité à assurer des missions d'ingénierie très variées, de l'entreprise high-tech à des missions de développement dans un contexte moins formel. » Des ingénieurs tout-terrain en somme, susceptibles de comprendre un contexte politique, juridique, organisationnel différent.

Même constat dans l'univers du commerce et du management. « Le vrai enjeu de l'Afrique, c'est de garder ses talents africains, analyse le dean de l'EM Lyon Maroc. On a besoin de gens qui pensent global, mais qui connaissent le marché local. De jeunes Africains qui peuvent agir dans leur pays. Le fameux format "glocal". » Les nouveaux élèves du BBA de l'EM Lyon à Casablanca ont ainsi commencé leur année par un voyage à Shanghai : « Dix jours de "disruption" pour comprendre le monde », dit Tawhid Chtioui.

L'internationalisation des formations des écoles françaises est un véritable atout. « Le Maroc veut être un hub de formation au niveau du continent », rappelle M. Ben El Mostapha. Cette volonté d'irradier vers l'Afrique subsaharienne autant que vers l'Europe se construit par une maîtrise des langues et un apprentissage de la mobilité. « Nos étudiants parlent arabe, français, anglais et une quatrième langue », souligne François Kiefer, de l'INSA. L'EM Lyon a lancé le premier MOOC consacré à l'Afrique, avec des contenus spécifiques : « 20 % des apprenants en ligne dans le monde sont des Africains », affirme le dean.

Ensuite, chaque école dispose d'un réseau d'établissements partenaires et impose à ses étudiants de six à dix-huit mois de mobilité, « ce qui leur permettra d'apprendre à travailler dans un environnement international et pas seulement marocain », rappelle Serge Delle-Vedove. Reste, souligne M. Chtioui, que « le turn-over des expats marocains qui rentrent de France est trois fois plus élevé que celui des Marocains formés ici ». Le vrai enjeu de l'Afrique, insiste-t-il, « c'est de garder ses talents africains ».

Actualités de l'Enseignement 1^{ère} & 2^{ème}

Actu | Bac 2021

«Lycée : les programmes de seconde et première modifiés», STUDYRAMA, publié le 22/10/2018.

<https://www.studyrama.com/reforme-du-bac/lycee-les-programmes-de-seconde-et-premiere-modifies-105083>

« La réforme du lycée mise en place, on attend avec impatience de connaître le contenu des programmes. Alors que le CSP a missionné jusqu'au 2 novembre une quarantaine de groupes d'experts pour concevoir des projets de programme pour le futur lycée, quelques textes, susceptibles d'être modifiés, ont fuité (documents diffusés par la SNES-FSU). On peut donc déjà se faire une idée du programme scolaire de septembre 2019.

Plus de chronologie en français et plus de grammaire

Selon le SNES-FSU, le programme en seconde comme en première, comprendra 4 « objets d'étude » axés sur le genre (poésie, théâtre, récit, littérature d'idée), pour lesquels, il faut chaque fois, prévoir un « parcours d'histoire littéraire chronologique », en plus de 4 œuvres complètes et de 4 lectures cursives.

La grammaire devrait par ailleurs occuper une grande place avec une attention particulière pour les points suivants :

En seconde : accords dans le groupe sujet et le groupe verbal ; le verbe : valeur temporelles, aspectuelles, modales ; concordance des temps ; les relations au sein de la phrase complexe ; la syntaxe des relatives

En première : les subordonnées circonstancielles ; l'interrogation, syntaxe, sémantique et pragmatique ; de la morphologie à la pragmatique : expression de la négation

Une question de grammaire serait même prévue à l'épreuve orale du Bac !

Un programme chargé en histoire-géographie et réécrit en EMC

Un programme dense en histoire-géo attend les lycéens à la rentrée 2019. Ils vont devoir étudier la Révolution Française en première et non plus en seconde. En géographie c'est la France qui sera au programme. De nombreux changements seraient à prévoir avec entre autres : la "réalisation de croquis", "l'analyse de documents", les "visites de terrain", les "utilisations de supports pédagogiques variés, du numérique", "l'intervention d'acteurs de la vie économique et publique dans les classes"...

Autre changement annoncé : l'Enseignement moral et civique serait complètement réécrit. « Chaque année serait consacrée à l'étude d'une notion : la liberté en seconde, la société (et à travers l'égalité) en première, la démocratie (et donc la fraternité) en terminale ». L'actualité serait au cœur du programme avec un intérêt particulier pour les « fake news ».

Place au calcul mental et à la démonstration

Le programme s'organiserait en cinq thèmes : 1. nombres et calculs 2. Géométrie 3. Fonctions 4. Statistique et probabilités 5. Algorithmique et programmation

Comme l'indique le rapport diffusé par la SNES-FSU « le programme propose quelques démonstrations exemplaires que le professeur présente aux élèves selon les modalités de son choix : présentation par le professeur, élaboration par les élèves sous la direction du professeur, devoirs à la maison etc. »

Enseignement scientifique en Première

Une nouvelle matière, Enseignement scientifique, serait proposée en première avec quatre thèmes « eux-mêmes découpés en sous thèmes orientés pour certains physique - chimie et pour d'autres SVT : »

1. Une longue histoire de la matière 2. Le Soleil notre source d'énergie 3. La Terre un astre singulier 4. Son et musique, porteurs d'information»